

LA LONGUE NUIT DES DÉPLACÉS D'IRAK

TEXTE MARINE DE TILLY, grand reporter, auteure d'ouvrages sur le Moyen-Orient et membre de la Société des explorateurs français.

PHOTO ABDULLAH RASHID - REUTERS



De l'intervention américaine à l'avènement puis la chute du califat, les Irakiens peinent à se remettre de plus de vingt ans de chaos. Au fil des crises, les fractures se creusent au sein de la population. Le nombre de déplacés ne cesse d'augmenter, et les droits humains sont en lambeaux.

14

Le 20 mars 2003, à la tombée du jour, 100 000 soldats américains et britanniques envahissaient l'Irak par sa frontière sud (Koweït). L'opération « Liberté de l'Irak » était lancée et avec elle débutait un long cauchemar pour des millions de civils. Dix ans plus tard, l'État islamique faisait son apparition dans les zones du Nord et de l'Ouest et le 29 juin 2014, depuis la grande mosquée Al-Nouri de Mossoul, Aboubakar al-Baghdadi proclamait le califat en Irak et au Levant, achevant de plonger l'Irak dans le noir. Exécutions de masse, viols systématiques et actes d'une violence effroyable sont alors quotidiens. L'État de droit et les droits humains sont foulés au pied. Les Irakiens n'ont d'autres choix que de tout quitter pour se réfugier dans des camps (de déplacés ou à l'étranger), ou de survivre en étant pris entre les mâchoires de Daech. Depuis cet été 2014, selon les derniers chiffres de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), près de 6 millions d'Irakiens ont été jetés sur les routes.

DES CAMPS DE RÉFUGIÉS SURPEUPLÉS, INADAPTÉS... FERMÉS

Si Mossoul a été libéré en juillet 2017 et que les grandes batailles sont aujourd'hui terminées, leurs effets se font toujours lourdement sentir. L'insécurité, le manque d'infrastructures et les conditions d'existence dégradées par

le conflit prolongent l'exil des populations déplacées. À la fin de l'année 2020, et avant même que la Covid-19 ne vienne peser dans la balance, les Nations unies estimaient à plus de 4 millions le nombre d'Irakiens qui avaient encore besoin d'une aide humanitaire. Parmi eux, 1,5 million de déplacés, (sur)vivant dans une cinquantaine de camps mis en place dans l'urgence et dont les infrastructures (notamment sanitaires) ne répondent pas aux besoins.

En novembre 2020, le ministère irakien des Migrations et des Déplacements tire la sonnette d'alarme et ferme dix camps de déplacés. « *Cela ne signifie pas que nous ne soutiendrons plus les déplacés internes*, annonçait alors Ali Jahankir, directeur général de la direction des affaires de la filiale du ministère, *mais nous espérons que les familles comprendront que rester dans les camps ne leur est d'aucune utilité et qu'elles doivent prendre la décision de rentrer rapidement chez elles afin de reprendre leur vie dans leurs communautés d'origine.* » Au mois de décembre, sept camps de plus sont vidés et démantelés (notamment ceux d'Al-Nabi Younous à Al-Nahrawan, au sud de Bagdad, et d'Al-Ahl et Al-Chams à Abou Ghraïb, à l'ouest de Bagdad) et au début 2021, il ne reste plus que trente et un camps de déplacés en Irak, principalement situés dans le gouvernorat de Ninive, à proximité de Mossoul, et au Kurdistan irakien, région dans laquelle une personne sur quatre, généralement syrienne, est à ce jour réfugiée ou déplacée du Nord et de l'Ouest.

Pour les milliers de familles dont les maisons étaient en ruines ou qui se trouvent dans des zones toujours à risque, la fermeture de ces camps est une nouvelle épreuve. Débarqués sans y être attendus dans d'autres camps déjà surpeuplés plus au nord du pays, leur calvaire continue. « *Il ne fait aucun doute que les communautés, les autorités comme les infrastructures ont atteint leur point de rupture* », confesse au mois de mars une journaliste d'El-Salam, une radio locale dédiée aux déplacés et aux réfugiés du nord de l'Irak.



À la fin 2020, les Nations unies estimaient à plus de 4 millions le nombre d'Irakiens ayant besoin d'une aide humanitaire.

LA PEUR A CHANGÉ DE CAMP, MAIS LES MÉTHODES RESTENT LES MÊMES

Dans ce contexte, les fractures se creusent au sein de la population, et les équilibres sociaux et communautaires sont de plus en plus fragilisés. Entre les minorités, durement éprouvées par le conflit (notamment les Yézidis, dont 30 000 déplacés du Sinjar sont toujours répartis dans seize camps, la plupart dans la région kurde ; ou les chrétiens, qui étaient 1,5 million avant 2003 et aujourd'hui seulement 400 000 à être revenus), une population irakienne majoritairement chiïte et une minorité sunnite (trop) souvent perçue comme sympathisante de l'EI, le repli sur soi et les « siens » est au mieux un réflexe de protection, au pire une nouvelle source de violence. Depuis la fermeture des dix-sept camps, des milliers de « retournés » (des réfugiés de retour dans leur pays) sont stigmatisés en raison de leurs liens présumés avec l'État islamique, soumis à des vengeances personnelles, des détentions arbitraires, des disparitions forcées et des procès iniques. « *Ce n'est qu'en s'attaquant à ces injustices qu'il sera possible d'assurer un retour sûr et digne à ces personnes, faute de quoi les autorités risqueraient de perpétuer le type d'actes semant les graines de futurs cycles de violences* », déclarait Lynn Maalouf, directrice adjointe du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International, dans un

rapport intitulé « *Marked for Life: Displaced Iraqis in cycle of abuse and stigmatization* », publié en novembre 2020. Après l'arrivée de Daech en Irak, les *kouffar* (« infidèles »), qu'ils soient chrétiens, chiïtes ou même sunnites, refusant de s'allier à l'EI, étaient pourchassés, persécutés, exécutés par les soldats du califat. Depuis leur départ, la peur a changé de camp et aujourd'hui rien n'est plus grave que d'être qualifié de « daechi ». Un mot, et c'en est fini : le traitement du suspect, du présumé terroriste, aujourd'hui est le même que celui de « l'infidèle » hier. Mêmes méthodes, terreur inversée. L'Irak se retrouve aujourd'hui confronté à d'anciens et à de nouveaux défis, humanitaires, économiques et socio-politiques, qu'il faut concilier avec la nécessité d'assurer la sécurité d'un pays divisé, traumatisé par les séquelles de guerres chroniques, afin de construire une paix durable.

15



Pour aller plus loin

Il était une fois en Irak, série documentaire de James Bluemel (RU, 2020, 3 x 52 min), sur arte.fr jusqu'au 29 mars 2022. Récit choral de leur guerre d'Irak par des civils, des soldats irakiens et américains et des reporters de guerre.

Les déplacés de la Covid-19

Comment faire face à l'épidémie lorsque l'on vit sous une tente en plastique ou dans les ruines d'un immeuble insalubre ? Pour les populations, déjà fragiles, des camps, les risques liés au virus s'ajoutent aux traumatismes de la guerre.

Les règles de mise à distance ou de confinement sont difficiles à vivre pour des personnes psychologiquement solides ; elles représentent un facteur de stress supplémentaire parfois insurmontable pour des personnes psychologiquement instables. Dans les camps, depuis l'explosion du virus, des ONG comme Première Urgence se concentrent sur la mise en place des programmes de suivi spécifiques adaptés.